

Lubumbashi, le 27 février 2017

N/Réf. : 005/AFREWATCH/CE/DE/2017

A Son Excellence Monsieur Trudo Justin  
Premier Ministre du Canada  
à Montréal

Concerne : *Création d'un mécanisme  
d'arbitrage du secteur  
extractif international*

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

African Resources Watch (AFREWATCH), une organisation des Droits de l'Homme, basée en République Démocratique du Congo et spécialisée sur les questions des ressources naturelles, a l'honneur de vous adresser la présente pour appuyer l'initiative de mise en place d'un mécanisme qui puisse contraindre les entreprises de droit canadien implantées en RDC comme dans d'autres pays à respecter leurs obligations dans le domaine des droits humains et environnementaux.

En effet, vu la faiblesse du cadre légal de la RDC et d'autres pays africains ainsi que les insuffisances qui caractérisent le fonctionnement de leurs institutions à sanctionner les violations en matières de délocalisation forcée des communautés locales, d'expropriation et de destruction des champs et des villages, d'indemnisation des victimes et de protection de l'environnement dégradé, nous osons croire qu'il soit indispensable et nécessaire de mettre sur pieds un nouveau mécanisme qui soit efficace pour la protection internationale des droits humains.

Par ailleurs, considérant les limites accusées dans l'application des Principes Directeurs de l'OCDE et de la loi Dodd Frank aujourd'hui menacée d'abrogation par l'Administration Trump et le manque de moyens suffisants pour les victimes de saisir la commission africaine des droits de l'homme et des peuples en plus de la lenteur créée par les conditions de saisine de cette juridiction, nous soutenons excellence Monsieur le Premier Ministre, la création au niveau du Canada votre pays, d'un poste d'*ombudspersonne* qui soit indépendant, impartial et doté du pouvoir d'enquêter sur les plaintes concernant les entreprises canadiennes opérant à l'étranger et de rendre publics ses rapports.

De cette façon, ce mécanisme aura grandement appuyé les efforts des ONG de la société civile en comblant le déficit en matière de protection et de promotion des droits humains et permettra enfin, à notre avis, aux victimes d'abus des entreprises multinationales d'obtenir réparation.

Vous remerciant à l'avance de l'attention toute particulière que vous ne manquerez pas d'accorder à cette préoccupation, ce que sera aussi la contribution de votre pays à l'amélioration de la situation des droits humains tant en RDC qu'en Afrique, nous vous prions, Excellence Monsieur le Premier Ministre, de croire en l'expression de notre parfaite considération.

POUR LE COMITE EXECUTIF

ILUNGA MUKENA Richard  
Directeur Exécutif a.i.

C.I. : Ministre Canadien du Commerce international

COORDONNEES DE CONTACT

Adresses Bureau : 63A, Coin des Avenues Maniema et Kambove, Quartier Kiwele, Ville de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, RDC  
Téléphones : RDC +243 81 85 77 577 :: +243 82 230 48 00  
Email : [info@afrewatch.org](mailto:info@afrewatch.org)  
[www.afrewatch.org](http://www.afrewatch.org)